

Comment faire face ?

Colombie

DES ÊTRES HUMAINS

Le Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, António Guterres, s'est rendu en Colombie et en Équateur pour évaluer la situation de millions de déracinés colombiens se trouvant dans ces deux pays d'Amérique latine [...] Il a appelé la communauté internationale à alléger la charge qui pèse sur l'Équateur. *« L'impact de cette crise humanitaire est peu connue du reste du monde et davantage de soutien est nécessaire de la part de la communauté internationale. »*

Durant son passage à Bogota, le Haut commissaire a également rencontré un groupe de personnes déplacées afro-colombiennes vivant dans un quartier défavorisé de la banlieue de Soacha, où 33 500 personnes sont enregistrées en tant que déplacés internes. *« Nous sommes considérés comme étant différents parce que nous sommes déplacés et à cause de la couleur de notre peau »,* a déclaré une femme qui a fui depuis la région de la Côte Pacifique. *« Nous avons besoin d'aide, nous sommes des êtres humains. »*

António Guterres s'est également rendu dans de petites communautés indigènes *jìw* et *nukak maku* au milieu de la forêt tropicale, près de San Jose del Guaviare, une ville située au centre de la Colombie. Plus de trente des tribus colombiennes sont officiellement reconnues comme étant menacées d'extinction par la Cour constitutionnelle. Beaucoup ont déjà fui leurs terres ancestrales, afin d'échapper aux groupes armés illégaux, ce qui met en péril leur mode de vie et leur culture. *« Nous ne pouvons plus aller chercher*

de la nourriture en dehors du village, notre territoire est jonché de mines antipersonnel. Nous sommes confinés dans notre maison et entourés de groupes armés illégaux », a confié un chef de tribu autochtone *Jiw* au Haut commissaire. [...] António Guterres a également rencontré des familles déplacées ayant fui leurs villages afin de protéger leurs enfants contre le recrutement forcé pratiqué par des groupes armés illégaux.

Le Haut commissaire a indiqué que les besoins les plus importants étaient recensés le long de la frontière avec la Colombie au nord de l'Équateur, où il a rencontré des réfugiés, y compris des membres de la communauté indigène *esperas* dont le territoire ancestral se situe des deux côtés de la frontière.

« On observe davantage de nouveaux arrivants », a déclaré un représentant des réfugiés *esperas*. *« Nous accueillons nos frères et nos sœurs parce que la situation sécuritaire s'est dégradée dans notre territoire. Nous ne savons pas comment nous allons faire face. Nous avons perdu notre territoire et la terre que nous avons maintenant ne nous suffit pas pour survivre. »* (web HCR, 22/12/10)

Grèce

CONTRE L'IMMIGRATION

La Grèce prévoit de construire une barrière de 12,5 km de long sur un tronçon de sa frontière avec la Turquie, dans la région du fleuve Evros. Objectif : bloquer l'arrivée de migrants clandestins en très forte hausse dans ce secteur. Cette clôture de barbelés, destinée à surveiller et stopper l'arrivée des clandestins, devrait être

équipée de caméras thermiques et de capteurs ultrasensibles. [...] Cette zone n'a pas été choisie au hasard. On pense que c'est par là que des centaines d'immigrés transitent illégalement. C'est aussi, dans la « gamme de prix » proposée par les passeurs, un passage relativement bon marché, puisqu'il en coûte 500 ou 600 euros pour les candidats. [...]

Pour le président de la République hellénique, Karolos Papoulias, le flux incontrôlé de migrants entre la Grèce et la Turquie est « *un problème européen* ». Il a appelé l'Union européenne à appliquer une politique réfléchie sur le problème de l'immigration clandestine et il a demandé à la Turquie de contrôler ses frontières et d'appliquer dès maintenant le protocole gréco-turc de réadmission. « *Les efforts de tous ceux qui cherchent à fuir l'extrême pauvreté, cherchant ailleurs une vie meilleure, est un problème profondément humain. [...] Nous avons besoin d'unir nos forces à tous les niveaux, national, européen, bipartite, pour affronter ce phénomène.* » Il a affirmé que 80% de l'immigration clandestine en Europe passe par la Grèce et que « *ceci ne peut plus durer.* » (*Ta Nea, Lia Nesfygét et Stélios Vradélis, web Courrier des Balkans, 09/01/11*)

Macédoine

VERS UN DÉSERT AGRICOLE ?

En Macédoine, le secteur agricole est en chute libre ; malgré les aides matérielles et sociales aux agriculteurs, l'exode rural se poursuit. Les générations actuelles d'agriculteurs n'ont personne à qui transmettre terres et savoir-faire. [...] Ces champs fertiles, ces terres labourées et ces grandes plaines qui autrefois produisaient une abondante culture et nourrissaient des centaines de milliers de Macédoniens sont aujourd'hui souvent laissées à l'abandon, recouvertes d'herbes folles et d'épines sauvages. D'après les sta-

tistiques, en République de Macédoine il y a 513 000 hectares de terre agricole. A l'Institut national des statistiques, on constate que le métier d'agriculteur est en baisse à cause de l'exode rural et aussi parce qu'on préfère utiliser les terrains libres à d'autres fins, notamment pour des projets d'urbanisme. Ces dernières années, même les agriculteurs soulignent le manque d'intérêt pour les activités agricoles, en évoquant la constante augmentation des prix du matériel agricole utilisé dans la production alimentaire. Il est évident que les champs de blé d'autrefois sont aujourd'hui désertés. (*Nova Makedonija, web Courrier des Balkans, 22/12/10*)

Vietnam

JOURNÉE DES PAUVRES

Le Front national de la Patrie de divers échelons, en coopération avec les autorités municipales et la population de la ville de Đà Nẵng (Centre), répondent ensemble au mouvement *La journée pour les pauvres* suivant diverses modalités.

Des programmes tels que *Venir en aide aux femmes démunies* de l'Union municipale des femmes, Foyer du syndicat de la Fédération du travail, Aide des élèves pauvres pour aller à l'école de l'Union de la jeunesse communiste Hồ Chí Minh, Soupe pour les patients démunis des organisations religieuses et des personnes de cœur..., ont contribué efficacement au refus de la pauvreté dans cette ville.

Compte tenu des résultats obtenus, Đà Nẵng préconise de poursuivre et d'améliorer la qualité de ces activités afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du projet de refus de la pauvreté pour la période 2010-2015. L'ambition de cette ville balnéaire du centre est grande, il s'agit ni plus ni moins que la ville ne compte plus un seul foyer pauvre. [...]

En dix ans de mise en œuvre du programme *La journée pour les pau-*

res, qui a été lancé l'année 2000, l'ensemble de la ville de Đà Nẵng a mobilisé plus de 522 milliards de dôngs pour soutenir les personnes pauvres. Elle a pu ainsi construire 8 163 maisons du cœur, rénover de nombreux logements, prodiguer des soins de santé et prendre en charge les frais d'études des enfants de foyers pauvres. (web : Courrier du Vietnam, Dieu An/CVN, 13/01/11)

Unicef

ENFANTS ET SIDA

A mi-chemin d'une campagne de dix années destinées à faire reculer le sida, l'Unicef et ses partenaires sont en train de réaliser des progrès significatifs pour empêcher les mères de transmettre la maladie à leurs enfants.

« La majorité des femmes reçoivent à présent des médicaments rétroviraux pour prévenir la transmission aux nouveau-nés mais à présent notre but doit être l'élimination de la transmission verticale de façon à ce qu'il y ait moins de nouveau-nés infectés, ou même aucun » a déclaré le responsa-

ble de la lutte contre le VIH/sida à l'Unicef, Jimmy Kolker.

Ce but a été atteint dans les pays développés mais, en Afrique, mille bébés acquièrent le virus chaque jour. Mondialement, le sida est la cause principale de mortalité chez les femmes en âge d'avoir des enfants. « C'est quelque chose que nous savons comment arrêter et nous pouvons l'arrêter » a déclaré Jimmy Kolker.

L'Unicef continuera de mettre en avant le fait qu'il importe de garantir aux plus démunis et aux plus vulnérables une aide dans la prévention et le traitement du sida.

Toucher les adolescents est l'un des domaines de la campagne qui pose le plus de difficultés ; 40% des nouvelles infections de VIH chez les adultes touchent les jeunes de 15 à 24 ans. L'Unicef a demandé aux gouvernements et aux dirigeants politiques de redoubler d'efforts pour soutenir et protéger les droits des jeunes à vivre sans sida et sans VIH. (web Unicef, rapport Enfants et sida, 30/11/10)